



**100 000
exemplaires
distribués
à travers
tout le Québec!**

70 000 copies distribuées porte-à-porte, dans les journaux communautaires de quartiers, de villes et de villages du Québec

30 000 copies réparties à travers un réseau unique de 250 points de dépôt

Liste partielle des points de dépôt où vous pouvez vous procurer RECTO VERSO:

les organismes communautaires: le Centre St-Pierre, Projet Genèse, POPIR-St-Henri, Resto Plateau, Chic Resto Pop, Centre des femmes de Montréal;

les associations étudiantes universitaires: UQAM, Université de Montréal, Université de Sherbrooke, Université Laval;

les CDEC de Montréal: CDEC Centre-Sud/Plateau-Mont-Royal; CDEST; RESO; CDEC Nord; CDEC Rosemont-Petite-Patrie;

les CLSC: CLSC Longueuil-Ouest, CLSC de la Jacques-Cartier, CLSC Jean-Olivier Chénier, CLSC les Aboiteaux, CLSC St-Laurent, CLSC Longueuil-Est, CLSC Centre santé Haut Bois, CLSC des Maskoutais, CLSC du Havre, CLSC Verdun, Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles;

les Centres d'éducation populaire de Montréal: Ateliers d'éducation populaire de Mercier, Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles, Centre d'éducation populaire de la petite Bourgogne et de St-Henri, Centre éducatif communautaire René-Goupil, Comité social Centre-Sud, Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve;

les Corporations de développement communautaire: CDC de L'Amiante, Thetford-Mines; CDC du Bas-Richelieu, Sorel; CDC Beauce-Etchemins, Saint-Georges de Beauce; CDC Beauharnois-Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield; CDC des Bois-Francis, Victoriaville; CDC de Brome-Missisquoi, Farnham; CDC Desjardins-Chutes-de-la-Chaudière, Lévis; CDC Deux-Rives, Jonquière; CDC Drummond, Drummondville; CDC de L'Érable, Plessisville; CDC de Francheville, Trois-Rivières; CDC du Granit, Lac-Mégantic; CDC du Haut-Richelieu, St-Jean-sur-Richelieu; CDC Haute-Yamaska, Granby; CDC du KRTB, Rivière-du-Loup; CDC de La Pointe, Pointe-aux-Trembles; CDC Laval, Laval; CDC Longueuil, Longueuil; CDC Memphrémagog, Magog; CDC Montmagny-L'Islet, Montmagny; CDC de la MRC d'Asbestos, Asbestos; CDC MRC de Maskinongé, Louiseville; CDC Nicolet-Yamaska, Nicolet; CDC du ROC, Chicoutimi; CDC Rond-Point, Buckingham; CDC Rosemont, Montréal;

les syndicats: CSN, CEQ, FTQ, SFPQ, SPGQ, FIQ;

les organismes de solidarité internationale: AQOCI, CECl, les bureaux régionaux de Développement et paix, Inter Pares, Oxfam-OCSD et SUCO;

les tables régionales du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec.

C'est le cas des autonomes qui travaillent à temps plein pour une entreprise qui exige l'exclusivité mais refuse de leur accorder le statut de salarié; si l'«autonome» en question se plaint, il-elle risque de perdre son unique «client» (en fait, son emploi). Pour renverser la vapeur, les travailleurs-ses autonomes dépendants doivent obtenir le même statut que les salariés-es.

- Les protections sociales et le régime fiscal actuels, conçus pendant le règne du salariat-à-temps-plein-pour-la-vie, protègent peu les autonomes ainsi que les salariés-es à statut précaire (à temps partiel, sur appel, à contrat, etc.). Par ailleurs, autonomes et salariés-es doivent partager un même combat: la lutte à la précarité. Une protection sociale et un traitement fiscal identique pour tous les travailleurs-ses, peu importe leur statut, pourraient ressouder les solidarités et, du point de vue des gouvernements, seraient plus simples à appliquer. Tout le monde devrait avoir droit à l'assurance-emploi et être soumis à la *Loi sur les normes du travail* et à la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*.
- Le financement d'un filet de sécurité sociale adapté aux autonomes ne doit pas reposer uniquement sur leurs épaules. Leurs clients (fréquemment des entreprises privées et des organismes publics qui ont mis à pied des employés-es devenus par la suite des autonomes...) devraient aussi contribuer à un fonds destiné aux congés annuels, congés parentaux et autres indemnités.
- Les programmes gouvernementaux de démarrage et d'expansion d'entreprises, qui se sont développés de façon anarchique, sont rarement adaptés aux autonomes. Ces programmes les incitent à démarrer à fond de train des entreprises créatrices d'emplois ou constituent tout simplement des stratégies politiques, tel le gros bonbon pré-référendaire que fut le plan Paillé. Vivement un guichet unique de programmes spécifiquement conçus pour les autonomes, avec formation spécialisée (des cours de gestion, d'administration, de marketing, etc.) à l'appui.